

Paris, le 15 décembre 2025

n° 6514/SG

à

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les ministres délégués

**Objet : Refonte de la stratégie et des moyens de la fonction communication de l'Etat**

J'ai décidé par circulaire du 4 octobre 2025 (n° 6506/SG) un **moratoire sur les dépenses de communication pour l'année 2025**, qui permettra d'atteindre l'objectif annoncé de réduction de **50 millions d'euros** des dépenses de communication de l'Etat par rapport à 2024.

Les travaux menés depuis par la mission « État Efficace » avec l'appui du Service d'information du Gouvernement (SIG) ont permis d'établir que les **dépenses de communication de l'Etat et de ses opérateurs** avaient dépassé le **milliard d'euros en 2024**. La nécessaire réduction de la dépense publique impose de revoir de façon ambitieuse la gestion des crédits publics associés à cette fonction.

Pour l'année 2026, j'ai donc décidé :

- **De renforcer la transparence** sur les dépenses de communication de l'Etat ;
- **D'accentuer la sobriété budgétaire** ayant vocation à s'appliquer à ces dépenses ;
- **De réformer la fonction communication de l'Etat** pour en améliorer l'efficacité de façon pérenne, au service de l'intérêt général et de l'information des citoyens.

Premièrement, s'agissant d'une transparence accrue, les administrations centrales, déconcentrées et les opérateurs de l'Etat **présenteront au Parlement le contenu détaillé de leurs dépenses de communication** pour chaque exercice budgétaire. Une synthèse de l'ensemble des marchés **publics passés pour leur mise en œuvre, incluant leurs titulaires et leurs conditions d'exécution** sera ainsi transmise à l'occasion de l'examen de la loi de Finances pour l'année suivante.

Deuxièmement, s'agissant des dépenses de communication de l'Etat et de ses opérateurs, elles diminueront de **300 millions d'euros en 2026 par rapport à l'exercice budgétaire 2024**.

- Pour les opérateurs de l'Etat, ce taux atteindra **-40% par rapport à l'exercice budgétaire 2024 ; les subventions dont ils bénéficient diminueront en conséquence**. Les ministres s'assureront du respect des instructions pour leur périmètre ministériel par l'entremise des ministères de tutelle afin que cette mesure soit traduite dans les budgets des organismes et soumis à leurs organes de gouvernance.
- Les départements ministériels réduiront leurs dépenses de communication **de 20% par rapport à l'exercice budgétaire 2024**.

Troisièmement, s'agissant enfin de renforcer l'efficacité de la communication, la mission « État Efficace » et le SIG me remettront un projet de **réforme structurelle** visant la **communication gouvernementale et étatique**.

En s'appuyant sur **les travaux menés d'ici la fin de l'année** en lien avec les Délégations à l'information et à la communication (DICOM) des ministères et la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP), puis sur une **phase de préfiguration** permettant de **détailler les jalons et les modes d'exécution opérationnels**, ils soumettront pour arbitrage **au 1er trimestre 2026** :

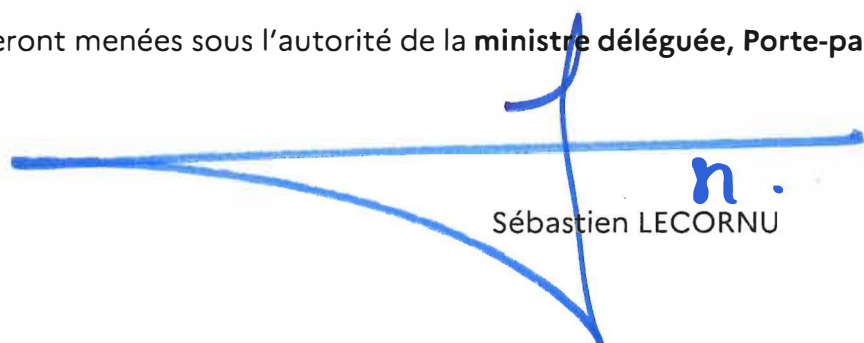
- **Des propositions d'évolution des organisations**, clarifiant les rôles et périmètres des fonctions communication au sein des pôles ministériels et vis-à-vis de l'échelon interministériel ;
- **Des synergies et des réallocations de ressources** pour mieux répondre aux besoins de **visibilité de l'action gouvernementale au sein d'une unité centralisée**, tant à l'échelon **central que déconcentré**. Dans ce cadre, un pôle d'expertise événementielle au service de tous les ministères sera créé à compter du 1er janvier 2026, afin de réduire le recours aux prestations externalisées ;
- **Des modalités de renforcement de la promotion des politiques publiques à l'échelle régionale** en évaluant les expertises disponibles et susceptibles d'être mutualisées, sous l'égide des préfets de région ;
- **Des modalités de pilotage de la communication interministérielle** repensé dans une logique d'efficacité au service d'une meilleure compréhension et mémorisation de l'action de l'Etat.

En parallèle, conformément à la circulaire du 4 octobre 2025, le SIG soumettra à mon cabinet un **plan de communication rationalisé pour l'année 2026** qui aura pour but de renforcer la lisibilité de l'action de l'Etat.

Ce plan de communication sera élaboré sur la base d'une sélection de priorités proposées par les membres du Gouvernement au Service d'information du Gouvernement, qui proposera un arbitrage. Une fois validé par le Premier ministre, le plan de communication sera mis en œuvre par les ministères via des mandats confiés par le Service d'information du Gouvernement.

**Les crédits de communication correspondants seront répartis sur la base de ce plan de communication.**

L'ensemble de ces actions seront menées sous l'autorité de la **ministre déléguée, Porte-parole du Gouvernement**.

  
Sébastien LECORNU